

<https://divergences.be/spip.php?article2186>



Bouraoui Taïeb

Est-ce une révolution ou une réforme ? Quelques réflexions

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - N° 24. Février 2011 - Français - INTERNATIONAL - Tunisie : La Révolution -

Date de mise en ligne : dimanche 30 janvier 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Texte publié le 25 janvier 2011 sur Nawaat, blog tunisien.



Il est évident qu'un conseil de la révolution ou un front commun de la révolution est une nécessité pour débloquer la situation et redonner l'initiative à ce qu'on a appelé Notre révolution, car nous remarquons aujourd'hui que l'initiative lui échappe. Le pouvoir illégitime des héritiers du dictateur et ses médias nous opposent, sans cesse, les mêmes griefs :

1- vous n'avez pas d'organisation représentative de l'ensemble de l'opposition capable d'assurer la transition vers la démocratie, ni même un leader charismatique.

2- Le mouvement populaire est spontané et la tutelle que cherche à exercer l'opposition sur ce mouvement est, donc, illégitime. Bien que reconnaissant ne pas avoir initié ce soulèvement de la jeunesse tunisienne, ladite opposition cherche à l'instrumentaliser. Cet argument largement répandu tend à priver le soulèvement de ses soutiens naturels que sont l'UGTT et les élites opposées au régime de Ben Ali.

Il est vrai que toute l'opposition a été prise de court. Contrairement aux autres révolutions, la notre a été le fruit d'un soulèvement populaire, spontané et sans leader. L'opposition était affaiblie et trop divisée, du fait de la politique répressive de Ben Ali. L'absence d'une structure représentative de toute l'opposition et l'avidité de pouvoir d'une partie de cette opposition ont été une aubaine pour les héritiers politiques de Ben Ali restés au pouvoir. Des personnalités politiques, dites indépendantes, qui prétendaient soutenir totalement la révolution n'ont pu résister à l'offre de collaboration qui leur a été faite par Ghannouchi. Ces héritiers de Ben Ali restés au pouvoir ont déjà marqué un point : diviser l'opposition et créer des collabos prêts à toutes les concessions, pourvu qu'ils obtiennent quelques maroquins.

Les médias sont encore entre les mains de l'État de Ben Ali. Ils parlent, désormais, au nom de la révolution, prétendent que cette dernière a réalisé tous ses objectifs et taxent toute volonté de poursuivre la révolution de surenchère et d'extrémisme qui plongerait le pays dans la crise et le chaos. Nous voyons bien que l'appareil étatique est encore entre les mains des gardiens du régime de Ben Ali. La contre-révolution n'est plus ce qu'elle était il y a quelques décennies. Aujourd'hui les ennemis de la révolution lui déclarent la guerre, mais submergés par la déferlante révolutionnaire ils font semblant d'adopter ses idéaux avec toute la ferveur du nouvel adepte pour mieux la vider de son contenu jour après jour – l'épouvantail du péril islamiste aidant. Peut-on appeler REVOLUTION un mouvement, somme toute réformiste qui procède par étapes pour ménager la susceptibilité de messieurs Ghannouchi, Friaa et consorts, qui ont longtemps été le bras droit servile du dictateur fuyard, un mouvement dont des personnalités, jadis, respectables et respectés, se bousculent, aujourd'hui, sans vergogne pour se faire offrir un petit ministère ou un minuscule secrétariat d'État, sans valeur comparés aux ministères clés occupés par les Ghannouchi, Friaa et Morjane, un mouvement qui tolère que des corrompus de l'entourage de Ben Ali arrêtés par l'armée soient livrés à une institution policière, non moins corrompue et soupçonnée de fidélité à Ben Ali et au clan des Trabelsi.

Nous assistons, aujourd'hui, à une triste mise en scène, une mascarade : soudainement tous les serviteurs et

supporters de Ben Ali se découvrent une fibre révolutionnaire. Voyez comment cette armée de propagandistes-porte-voix de la dictature- appelés abusivement journalistes et animateurs-télé ont changé leur fusils d'épaule d'une manière ridicule et caricaturale. Après la fraternisation, bien médiatisée, avec les policiers (assassins compris) de la dakhilia. et le pardon qu'on leur a généreusement offert, bientôt nous assisterons peut-être à un défilé des plus grands tortionnaires de la Dakhilia et des sinistres prisons tunisiennes nous décrivant leurs "souffrances", eux aussi, sous la dictature. Il ne manque plus à cette triste comédie de réconciliation généralisée que le retour du dictateur scandant "vive la révolution", pour qu'enfin la boucle de la réconciliation de l'ancien avec le nouveau soit bouclée. On veut à tout prix créer du neuf à partir du vieux.

Seul un conseil de la révolution est à même de nous sortir de ce ridicule et de rappeler à Ghannouchi et à son équipe qu'il ne s'agit pas de partage de pouvoir, ni de réformes, ni de fraternisation avec les bourreaux, mais de révolution. Une révolution qui triomphe ne négocie pas avec ses ennemis, mais obtient leur capitulation sans conditions et sans effusion de sang. On a suffisamment signalé le caractère civique et non violent de ce mouvement et souligné le rôle qu'ont joué les réseaux sociaux et les médias tels qu'Al-jazeera. Il est temps que nos élites prennent conscience de la gravité de la situation et daignent expliquer à notre bon peuple et aux médias du monde entier que ladite spontanéité du soulèvement n'enlève rien au fait que tout mouvement social a sa propre histoire. Ce mouvement et la radicalité de ses revendications sont le produit de quatre décennies de luttes et de sacrifices auxquelles beaucoup d'individus et d'organisations politiques, syndicales et de droit de l'homme ont pris part. Nous devons mettre en garde les ennemis et les détracteurs de notre mouvement et leur dire que le peuple tunisien est, certes, pacifique, mais pas dupe, et qu'il est prêt à prendre d'assaut, pacifiquement, les sièges du gouvernement et du parlement pour obtenir la capitulation totale du régime de Ben Ali. L'obstination des ministres du dictateur à ne pas se soumettre à la volonté du peuple et à se cramponner au pouvoir, s'explique peut-être par le fait qu'ils estiment avoir besoin de quelques mois supplémentaires pour étouffer des affaires gênantes ou sauver des dossiers qui les impliquent personnellement.

Même sans leader, ce mouvement peut triompher grâce à sa jeunesse déterminée à ne plus vivre sous la dictature. Être sans leader est un signe de bonne santé, surtout quand on se rappelle le culte de la personnalité qui a marqué notre histoire depuis l'indépendance politique de notre pays en 1956. Une absence de leader charismatique renforce les institutions dans un État de droit. Le système politique, dans ce cas, est fort par ses institutions démocratiques, et nullement par le charisme d'un leader fut-il brillant par ses diplômes ou ses qualités humaines. Le peuple tunisien n'a connu que le régime présidentiel le plus autoritaire, où l'État n'avait d'existence que formelle. Ben Ali aurait pu nous dire sans prétention, aucune, que l'État c'était lui. Il avait des pouvoirs quasi-divins sur les citoyens-sujets. Aucun contre-pouvoir n'était admis par le président-roi qui n'avait de contact qu'avec des courtisans qui faussaient son jugement et entretenaient sa folie des grandeurs, d'où la phrase de Ben Ali, qui a marqué son dernier discours : Ils m'ont induit en erreur. Pour ne pas avoir affaire à un nouveau psychopathe, nous devons opter pour un régime parlementaire, car ce système limite fortement les pouvoirs du président et renforce ceux des élus du peuple, d'où l'importance, dans ce régime, des élections parlementaires. Nous devons, aussi, apprendre à nos enfants à ne jamais plier l'échine devant "les puissants", à respecter l'institution tant qu'elle les respecte et à ne jamais se mettre au service des gouvernants, car c'est à ces derniers de se mettre au service des citoyens. Enfin la dominance n'induit pas forcément la soumission de l'autre. C'est la soumission qui induit inéluctablement la dominance.